

Un **avion de ligne** iranien s'écrase dans une zone montagneuse

Page 15

Un expert défend l'action de l'UE en Méditerranée pour secourir les **migrants**

Page 15

Tombée dedans à 13 ans, **Aude Gilliéron** a fait de la comédie musicale son métier

Page 24



CHANTAL DERVEY

Suisse

Monde
Economie
Culture et société
La der

Santé

Il y a urgence à faciliter la réinsertion des infirmières

Près de 50% des infirmières arrêtent prématurément, alors que la branche va manquer de main-d'œuvre. Les cantons se mobilisent

Sevan Pearson

Après vingt-quatre années d'interruption, Béatrice Gaspoz vient de recommencer à exercer son métier d'infirmière, à l'âge de 47 ans. La réinsertion de cette Valaisanne installée depuis un quart de siècle dans le canton de Vaud est une belle réussite, même si le chemin n'a pas toujours été facile. Maman à 23 ans, elle quitte alors sa place au CHUV pour se consacrer à sa famille. Elle reprend par la suite des activités bénévoles puis s'oriente vers l'éducation de l'enfance à temps partiel.

Tout comme Béatrice Gaspoz, près de la moitié des infirmières (49,5%) quittent leur profession de manière précoce, selon une étude de l'Observatoire suisse de la santé (Obsan). En moyenne, elles n'exercent que quinze ans, indique l'Association suisse des infirmiers et infirmières (ASI). Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants que l'on ne forme pas assez dans le domaine: «Les 2500 diplômés d'infirmière décernés chaque année en Suisse ne couvrent que la moitié des besoins du pays», écrit ainsi l'Obsan. Conséquence: 38% des infirmières proviennent de l'étranger, indique l'ASI dans sa revue. En Suisse romande, 27% des infirmières actives viennent de France.

Dans un contexte de vieillissement de la population, le personnel infirmier pourrait donc sérieusement manquer d'ici à 2030. Différents cantons se mobilisent. Ainsi, à Berne, c'est la section locale de l'ASI qui offre une formation, financée par le Canton. Sous réserve de remplir certaines conditions, de 40 à 60 personnes suivent le programme de réinsertion chaque année. Du côté de Genève, ce sont les établissements intéressés à engager des personnes se réinsérant qui mettent en place les mesures nécessaires (voir ci-contre). Quant au Canton de Vaud, il a mis en place un programme structuré de réinsertion. C'est vers celui-ci que s'est dirigée Béatrice Gaspoz.



Grâce au programme vaudois de réinsertion, Béatrice Gaspoz exerce à nouveau sa profession d'infirmière. FLORIAN CELLA

En 2015, cette infirmière s'est retrouvée face à un dilemme: se former dans une nouvelle profession ou renouer avec ses premières amours, les soins infirmiers. Grâce à un conseiller en orientation professionnelle, elle est aiguillée vers le Centre d'informa-

tion des professions santé-social (CiPS), à Lausanne. «Après une si longue pause, j'avais de la peine à me présenter comme infirmière», confie Béatrice Gaspoz. Le CiPS lui propose alors de suivre un cours à Espace Compétences, qui permet une mise à niveau

dans une profession qui évolue très vite.

Une formation de 24 jours

«La formation dure vingt-quatre jours répartis sur environ huit mois, explique Anne Gonin Nicole, chargée de mission dans la

réinsertion et la réorientation professionnelle des infirmières et des infirmiers au CiPS. Elle permet de revoir les compétences théoriques et techniques nécessaires pour pratiquer la profession dans les conditions actuelles.»

Très ancrés dans la réalité, les cours proposés sont indispensables pour une réinsertion réussie après un arrêt professionnel de plusieurs années. «Grâce à cette formation, je me suis sentie bien armée pour travailler sur le terrain», explique Corinne Van der Mensbrugge, infirmière référente pour les soins à domicile au Centre médico-social (CMS) de La Tour-de-Peilz. Cette maman de 48 ans a entamé en février 2017 son processus de réinsertion. «J'ai obtenu ensuite une place de stage en septembre dernier, puis un contrat à durée indéterminée», raconte-t-elle.

Un personnel apprécié

«En 2017, 84 infirmières ont suivi une des mesures du dispositif», indique Anne Gonin Nicole. «Ce nombre varie d'une année à l'autre, mais il se situe entre 70 et 110.» Même si certaines participantes renoncent à leur réinsertion, les résultats sont bons. «Dans la dernière volée, toutes ont

Genève s'engage aussi pour le retour des infirmières

● S'il n'existe pas d'équivalent du Centre d'information des professions santé-social (CiPS) sur Genève, le Canton a pris lui aussi des mesures pour favoriser la réinsertion. Il mandate ainsi l'Organisation genevoise du monde du travail pour la formation professionnelle initiale dans les domaines de la santé et du social (OrTra). Cette structure a mis en place le 28 Genève Santé-Social, un centre chargé d'informer et de promouvoir les professions de la santé et du social. L'objectif est

de pouvoir répondre au défi de la relève de personnel qualifié dans ces domaines et de rendre attractifs ces métiers.

Les cours de réinsertion sont ainsi directement dispensés par les établissements concernés. À l'Institution genevoise de maintien à domicile (Imad), les personnes qui se réinsèrent «suivent le même processus que les infirmières que nous engageons et n'ayant pas connu d'interruption d'activité», précise Philippe Cathéla, directeur de la communication.

«Notre processus d'intégration est systématique et très complet et comprend environ nonante heures de formation étalées sur quatre mois.» En 2017, trois personnes sur les 89 qui ont été engagées avaient interrompu leurs activités de manière durable pour des questions personnelles.

Quant aux Hôpitaux Universitaires de Genève, ils engagent chaque année une dizaine d'infirmières en reprise d'emploi. «Elles suivent alors un programme sur mesure, qui

comprend souvent une période de travail en binôme», éclaire Marie-José Roulin, directrice adjointe des soins. Elle tient à préciser que cet accompagnement mobilise «des ressources analogues à celles nécessaires à l'intégration de jeunes diplômées». La directrice conclut: «Les infirmières qui se réinsèrent privilégient l'axe relationnel et donc les soins de longue durée, alors que les jeunes préfèrent en général les soins aigus. C'est donc un bon complément.» **S.P.**

Suite de la page 13

réussi le cours», se réjouit la chargée de mission. Si Anne Gonin Nicole parle au féminin, c'est que les hommes sont très peu nombreux: quatre sur les 84 personnes ayant participé au programme en 2017. Sachant que 292 personnes se sont formées en soins infirmiers en 2016 dans le canton de Vaud et qu'il en faudrait 170 de plus annuellement pour couvrir les besoins, la réinsertion de quelques dizaines d'infirmières a non seulement toute son importance, mais devient même urgente.

Le stage est l'une des mesures proposées par le CiPS. «D'une durée de trente jours de travail effectif, non rémunéré, il permet de refaire une expérience pratique tout en bénéficiant de l'encadrement d'une infirmière de référence», indique Anne Gonin Nicole. Ce stage non payé ne risque-t-il pas de décourager des candidates potentielles? «Non», assure la chargée de mission. «Étant financée par l'État de Vaud, la formation est proposée gratuitement aux personnes se réinsérant. Généralement, elles accomplissent ensuite ce stage qui leur permet d'appliquer les compétences acquises lors des cours.» Anne Gonin Nicole tient cependant à préciser que cette expérience pratique ne garantit pas un engagement, mais le facilite. La plupart des infirmières qui achèvent le programme de réinsertion se dirigent ensuite vers les établissements médico-sociaux (EMS), les CMS ainsi que vers des centres de traitement et de réadaptation.

Marc Dupertuis, directeur du Service ressources humaines & formation de l'Association vaudoise d'aide et de soins à domicile, confirme que les CMS engagent des infirmières qui se réinsèrent au moyen du dispositif de réinsertion et réorientation professionnelles, soutenu financièrement par le Service de la santé publique du Canton de Vaud et encadré par le CiPS. «La proportion n'est cependant pas encore très élevée pour le moment.» Pourtant, ce sont des profils appréciés. «Ces personnes sont motivées, ont souvent une bonne expérience professionnelle et une connaissance du système de santé», précise

Marc Dupertuis. Ce que confirme Marina Burri, de l'Hôpital de Lavaux: «Outre la motivation, la maturité personnelle et professionnelle de ces personnes est intéressante pour nous.»

Un chemin parfois difficile

Quant à Béatrice Gaspoz, elle a obtenu un contrat à durée indéterminée. «Je travaille dans le centre de neuroréadaptation de Lavigny, qui s'occupe de patients ayant subi des lésions cérébrales», explique-t-elle. Mais le chemin qui l'a conduite à son poste actuel n'a pas été simple. «Je doutais beaucoup et n'étais pas sûre d'aller au bout du processus de réinsertion», révèle-t-elle. Je me suis remise en question plusieurs fois durant la formation.»

«J'adore l'aspect relationnel de mon métier et j'ai du plaisir à aller travailler»

Béatrice Gaspoz

Infirmière au centre de neuroréadaptation de Lavigny

Des enseignants très motivants et des collègues de cours enthousiastes l'encouragent alors à ne pas baisser les bras. «J'étais très stressée par les examens finaux. Ce sont mes enfants qui me faisaient répéter la matière», rigole cette quarantenaire quatre fois maman. Cependant, les difficultés ne s'arrêtent pas là. «J'ai commencé mon stage à Lavigny, mais je ne me sentais pas efficace au début. J'ai même failli abandonner.» C'est son troisième fils qui lui donne une nouvelle envie. Elle demande alors une prolongation de son encadrement. Ce temps d'adaptation nécessaire a finalement débouché sur un engagement.

Béatrice Gaspoz, qui adore l'aspect relationnel de son métier, utilise non seulement ses compétences professionnelles, mais également son expérience de vie, très variée. «J'ai du plaisir à aller travailler.» Et, surtout, elle ose enfin affirmer: «Je suis une infirmière.»

Extrémisme

Un imam zurichois traque la radicalisation en prison

Engagé à plein temps par le Canton dans un pénitencier, Sakib Halilovic juge son rôle de prévention essentiel. Rencontre

Gabriel Sassoon Zurich

Sakib Halilovic est un cas unique en Suisse. En juin dernier, le pénitencier de Pöschwies, le plus grand de Suisse, dans le canton de Zurich, engageait ce volubile imam de 52 ans comme aumônier. À plein temps. C'est une première dans une prison suisse, où les accompagnants spirituels de confession musulmane ne se rendent qu'occasionnellement et à titre bénévole (lire ci-dessous).

Au terme de sa visite du centre de détention il y a deux semaines, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga louait l'engagement de ce nouveau fonctionnaire et le rôle pionnier du Canton de Zurich.

Accompagnement religieux

Jusqu'à l'été dernier, Sakib Halilovic n'était employé qu'à temps partiel. L'augmentation de son temps de travail reflète la volonté de la cheffe du Département de la justice et de l'intérieur, Jacqueline Fehr, de confier aux musulmans le même accompagnement religieux que celui offert à leurs codétenus chrétiens. Dans la prison de Pöschwies, les prisonniers musulmans représentent 30% de la population carcérale.

Sakib Halilovic a aussi un rôle à jouer dans la lutte contre l'extrémisme islamiste. «Ma présence est essentielle pour prévenir la radicalisation. En faisant partie de la maison, je peux échanger régulièrement avec les détenus, apprendre à les connaître et remarquer si l'un d'entre eux commence à adopter un comportement étrange», affirme l'imam, réputé en Suisse alémanique pour ses vues progressistes.

«Pas de signes inquiétants» En sept ans, le Zurichois d'origine bosniaque (naturalisé Suisse) assure ne jamais avoir décelé de signes inquiétants. «Les prisons suisses ne sont pas un foyer de radicalisation», soutient-il. Publié en juin dernier, un rapport du Réseau national de sécurité arrive à la même conclusion: comparés à d'autres établissements problématiques à l'étranger, ceux de Suisse ont l'avantage d'être plus petits, ce qui permet un meilleur contrôle.

L'an dernier, la prison de Pöschwies se trouvait toutefois au cœur d'une polémique en raison de liens douteux entretenus par deux imams. Un des collègues de



Sakib Halilovic est réputé en Suisse alémanique pour ses vues progressistes. TAGES-ANZEIGER/URS JAUDAS

Sakib Halilovic était notamment accusé d'être proche des milieux salafistes. La conseillère d'État Jacqueline Fehr a réitéré sa confiance en ces deux personnes.

Élargir la formation

Publié en décembre 2017, le plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent souligne le rôle préventif que peuvent remplir des accompagnants spirituels. Il appelle les hautes écoles à mettre en place des offres de formation et de perfectionnement pour permettre à des membres de communautés religieuses non reconnues d'envisager des fonctions d'aumônier.

C'est ce que fait déjà l'Université de Berne, notamment. En juin de l'année dernière, elle a ouvert

aux musulmans, entre autres, son certificat de formation continue (CAS) en aumônerie, réservé jusqu'alors aux chrétiens. Le premier étudiant musulman à suivre ces cours n'est autre que Sakib Halilovic. «C'est important pour remplir ma mission de manière qualitative, pour renforcer mes compétences», dit-il. Un aumônier doit inspirer confiance, apporter un soutien moral ou spirituel, mais aussi savoir déceler des signes de radicalisation et comment fonctionne la justice: «Souvent, les détenus veulent parler de leur cas.»

L'Université de Berne prévoit encore de développer son offre en aumônerie carcérale en proposant des cours aux personnes qui n'ont pas les diplômes requis pour s'inscrire à un CAS. Si les aumôniers

chrétiens disposent la plupart du temps d'un titre universitaire reconnu en théologie, ce n'est souvent pas le cas des aumôniers musulmans. «Il faut s'assurer que ces derniers ne commettent pas de faute, qu'ils comprennent leur rôle», affirme Frank Stüfen, chargé de développer ce nouveau programme, également aumônier réformé à Pöschwies.

Un vrai besoin

Sakib Halilovic espère que d'autres imams le suivront dans ses pas. Sa présence quotidienne à Pöschwies répond à un vrai besoin. «Et en nous intégrant dans le centre de détention, le Canton envoie un signal très clair: les musulmans font partie de la société, même en prison.»

«Être là une fois par mois, c'est peu»

● Un imam qui officie comme aumônier à plein temps au sein d'une prison et qui est rémunéré par l'État: la pratique du Canton de Zurich n'a pas d'équivalent en Suisse romande. Dans les prisons vaudoises, des imams font la prière ou célèbrent des fêtes religieuses comme bénévoles. S'ils reçoivent une demande de rendez-vous d'un détenu, ils peuvent le rencontrer à titre privé. Ils ont alors le même statut qu'un visiteur, contrairement aux aumôniers chrétiens, qui ont accès, en général, à l'enceinte de la prison. La raison tient à la non-reconnaissance officielle de l'islam. Naceur Ghomraci se rend deux à trois fois par mois à la Croisée et une fois par mois à

la Tuilière. Il estime que ce n'est pas assez. «Il faudrait une présence plus régulière pour améliorer l'intervention, y compris notre rôle préventif en matière de radicalisation. Il y a un vrai besoin qui correspond malheureusement au fait qu'il y a de plus en plus de musulmans en prison. À la Croisée, ils représentent 50% des détenus.»

Dans le canton de Genève, on s'en tient au principe de la laïcité. «L'État n'emploie aucun imam ni quelconque personnel religieux, quelle que soit la religion», explique Laurent Forestier, porte-parole du Département de la sécurité et de l'économie. L'imam Rijad Aliu intervient à Champ-Dollon et à la Brenaz, à titre bénévole, lors

de la prière du vendredi. Il suit actuellement la formation pour les imams dispensée par l'Université de Genève. Quel rôle joue-t-il dans la prévention de la radicalisation? «Les aumôniers doivent être en mesure d'alerter les autorités en cas de menace grave et concrète, mais leur rôle premier ne consiste pas à lutter contre la radicalisation», répond Laurent Forestier.

Le Canton de Fribourg, de son côté, se démarque. En 2016, il a décidé d'intensifier sa collaboration avec un aumônier musulman. En plus de la célébration des prières du vendredi, il a depuis la possibilité de s'entretenir individuellement avec des détenus. **G.S.**

Explosion mortelle

Delémont (JU) Une explosion s'est produite dimanche dans la cuisine d'un appartement. Une personne a perdu la vie dans l'incendie qui s'est déclaré par la suite. Son identification formelle est en cours, a annoncé en soirée la police jurassienne. **ATS**

Chanceux!

Saint-Gall Un homme domicilié en Appenzell a tenté sa chance au casino de Saint-Gall et remporté plus de 2 millions de francs. Il a joué 21 fois de suite 1 franc à un automate. La 21e mise était la bonne. **ATS**

Zurich

Tim Guldemann se retire

Le conseiller national Tim Guldemann (PS/ZH) s'en va. L'ancien ambassadeur de Suisse à Berlin quitte la Coupole fédérale à la fin de la prochaine session parlementaire, a annoncé le PS zurichois. C'est l'ancien chef de la Jeunesse socialiste Fabian Molina qui lui succède. Tim Guldemann, 67 ans, a été élu en octobre 2015 lors des élections fédérales. Il est le premier Suisse de l'étranger à intégrer à Berne, où il défendait les intérêts des 700 000 personnes de la cinquième Suisse. L'ancien diplomate vit à Berlin avec sa famille. Il explique son retrait par le fait qu'il est difficile de vivre quelque part et de faire de la politique ailleurs. **ATS**

Valais

Trois avalanches, quatre blessés

Deux randonneurs ont été blessés dimanche par une avalanche au-dessus de Finhaut. Deux autres personnes ont été emportées par des avalanches hors des domaines skiables. L'une dans la région du Mont-Fort, l'autre dans celle d'Orsières. Leur vie n'est pas en danger. Dans l'après-midi, la police avait lancé un appel à la prudence. Le danger est marqué (3 sur une échelle de 5) pour l'ensemble du canton. **ATS**

Zurich

La gauche ne veut pas de Bannon

La gauche veut empêcher une visite de Steve Bannon en Suisse, à Zurich, prévus le 6 mars, rapporte le *SonntagsBlick*. Le penseur de la droite radicale aux États-Unis a été invité par l'éditeur et rédacteur en chef de l'hebdomadaire alémanique *Die Weltwoche*, le conseiller national UDC Roger Köppel. Plusieurs groupes de gauche ont appelé à se mobiliser contre la venue de ce nationaliste qui flirte avec l'extrême droite américaine. Le lieu de la rencontre n'a pas été rendu public et ne sera transmis qu'aux inscrits. Même la police zurichoise n'a pas été informée du déroulement de l'événement. **ATS**

Fribourg et Schwytz votent sur les finances des partis

Ces scrutins serviront de test au niveau national. Plusieurs cantons ont déjà voté sur le sujet

Les Fribourgeois et les Schwytzois voteront le 4 mars sur des initiatives cantonales demandant la transparence du financement de la politique. Ces scrutins auront valeur de test pour l'initiative similaire lancée au niveau fédéral.

Le Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe demande depuis des années que la Suisse se dote d'une réglementation sur le financement de la vie politique. Mais diverses tentatives ont déjà échoué au niveau fédéral et dans les cantons.

Les citoyens de Bâle-Campagne et de l'Argovie ont rejeté de telles initiatives en votation en 2013 et en 2014. Seuls le Tessin, Genève et Neuchâtel ont mis en

place leurs propres réglementations. Le texte fribourgeois a récolté plus de 7000 signatures en 2015. Porté par les Jeunes socialistes et les Jeunes Verts, il est aussi soutenu par le Centre Gauche-PCS, solidaritéS et le Parti bourgeois-démocratique.

Ils estiment que la transparence renforcerait la démocratie et augmenterait la confiance des citoyens envers le monde politique. Les partis et organisations

politiques seraient obligés de rendre leurs financements publics lors d'élections et de votations.

Il est prévu de divulguer les noms des entreprises qui participent à ces financements, quels que soient les montants. Il s'agit aussi de révéler les noms des donateurs individuels pour les paiements de plus de 5000 francs par an. Enfin, les élus des autorités cantonales devraient publier les revenus tirés de leur mandat. **ATS**